CLAUDE CADART
MINEO NAKAJIMA

STRATÉGIE CHINOISE OU LA MUE DU DRAGON

OUVRAGE PUBLIÉ AVEC LE CONCOURS
DU CENTRE NATIONAL DE LA RECHERCHE SCIENTIFIQUE

Éditions
AUTREMENT

Collection
Enjeux et Stratégies

Collection
ENJEUX ET STRATÉGIES

Les ouvrages de cette nouvelle collection ENJEUX ET STRATÉGIES, dirigée par Jean-Christophe Victor, analysent, avec des experts français et étrangers, quelques questions internationales de grande importance dans les domaines économique, politique, technologique ou militaire.

Carte (p. 106) et schémas (pp. 73-75) réalisés par Laurent Berranger, © Autrement

La loi du 11 mars 1957 interdit les copies ou reproductions destinées à une utilisation collective. Toute représentation ou reproduction intégrale ou partielle faite par quelque procédé que ce soit, sans le consentement de l'auteur ou de ses ayants cause, est illicite et constitue une contrefaçon sanctionnée par les articles 425 du Code pénal.

© 1986 by éditions AUTREMENT,
4, rue d'Enghien, 75010 Paris
ISBN 2-86260-162-4

CLAUDE CADART
MINEO NAKAJIMA

AVERTISSEMENT

LA Chine est depuis l'automne 1982 et plus spécialement depuis le printemps 1984 le siège d'un processus de mutations d'ordre économique, social, mental, culturel et politique extrêmement rapide que ne maîtrisent qu'imparfaitement les réformateurs rassemblés autour de Deng Xiaoping (le *primus inter pares* et le mentor de l'Armée), de Hu Yaobang (le numéro un du Parti) et de Zhao Ziyang (le numéro un de l'État) et que les conservateurs regroupés autour d'un certain nombre de vieux généraux éprouvent visiblement une peine croissante à freiner. Elle s'est mise, d'autre part, à suivre, en tant qu'État, dans l'arène internationale, depuis le début de 1982, une ligne à première vue assez énigmatique puisque désormais inspirée par le souci de ménager l'URSS en même temps que par celui de continuer à entretenir d'excellents rapports avec les États-Unis.

S'est-elle déjà réengagée sur la route du capitalisme, ainsi, bien sûr, qu'on le souhaite aux États-Unis sans le dire (ou même en le disant, en sacrant de nouveau Deng Xiaoping « Homme de l'année », à la façon dont l'a fait l'hebdomadaire *Time* dans son numéro du 10 janvier 1986), et ainsi qu'on le redoute dans les rangs des ultimes défenseurs avoués ou inavoués du maoïsme exacerbé et des autres variétés de l'« orthodoxie marxiste-léniniste » ? N'est-elle pas plutôt en train de vivre une expérience fort comparable à celle de la NEP de la Russie des années 1921-1928, c'est-à-dire une expérience de recours limité et en tout cas très provisoire à la « médecine » de l'économie de marché au terme de laquelle il faudra bien qu'elle redécouvre les vertus de la collectivisation et des autres « fondements intangibles » d'un « socialisme réel » très proche de celui de l'URSS des Khrouchtchev, des Brejnev et

des Andropov ? Ou s'est-elle vraiment lancée, ainsi que ses dirigeants n'hésitent plus à le proclamer, dans cette « nouvelle révolution » génératrice d'un socialisme enfin vivable et efficace qui l'autorisera à devenir à son tour un grand pays moderne et, par voie de conséquence, le troisième supergrand de l'ensemble de la planète, au XXI[e] siècle ? Et se peut-il même que, ce faisant, elle serve, très vite, de modèle ou, à tout le moins, de source d'inspiration à nombre d'autres pays, aux pays de l'Est notamment, URSS en tête ?

Dans quel esprit, au demeurant, a-t-elle choisi, dès 1981-1982, de redonner au style de ses relations avec les États-Unis un tour relativement froid, et d'explorer les possibilités d'une « normalisation » de ses relations avec l'URSS ? Caresse-t-elle le rêve de refaire sur des bases nouvelles, de concert avec l'URSS, l'unité du « camp socialiste » et du « mouvement communiste international » ? Juge-t-elle toujours, au contraire, que, faible comme elle l'est restée et comme elle le restera, inévitablement, durant de longues années encore, elle n'a d'autre choix que de continuer à s'appuyer sur les États-Unis pour pouvoir tenir l'URSS en respect mais qu'elle n'a plus intérêt à le manifester de façon par trop voyante ? Ou est-elle tout bonnement résolue à rejeter à nouveau la double hégémonie de Washington et de Moscou, mais sur le mode le plus souriant, c'est-à-dire sans s'interdire de s'entendre avec l'une ou avec l'autre de ces deux capitales ou avec les deux en même temps chaque fois que c'est possible ?

Telles sont bien les questions que l'on se pose partout dans le monde à propos de la Chine : les questions que l'on se pose en URSS et en Amérique, certes ; mais les questions que l'on se pose de façon tout aussi insistante, tout aussi « intéressée », tout aussi passionnée en Europe et en Asie et plus spécialement en France et au Japon.

Le Japon, certes, est tout proche de la Chine et relève, comme elle, de l'Extrême-Orient en même temps que de la communauté des riverains du Pacifique, alors que la France fait partie d'une Europe séparée de l'Extrême-Orient par les immensités de l'« empire central » soviétique et d'une communauté des riverains de l'Atlantique coupée de celle des riverains du Pacifique par les vastes plaines, les enfers verts et les cordillères des deux Amériques. La France, pourtant, joue en Europe un rôle plus déterminant, plus moteur que jamais et ne peut pas, de ce fait, ne pas tenir la Chine pour sa grande alliée naturelle, dans la lutte qu'elle a

à mener pour défendre l'Europe et se défendra elle-même contre l'URSS sans se réduire pour autant à l'état de satellite des États-Unis.

Depuis des siècles, au demeurant, la Chine la fascine. Et les études que l'on a menées et que l'on mène toujours en France sur le passé le plus lointain comme sur le présent le plus brûlant du pays du Milieu ont si peu à envier aux études de même nature que l'on mène à l'étranger que même les Japonais ont pu et peuvent toujours en tirer grand profit.

La France, au demeurant, est, comme le Japon, une nation démocratique avancée, une grosse puissance moyenne qui n'a d'autre choix, pour demeurer elle-même, que de s'acharner à remonter la pente au bas de laquelle les horreurs de la Seconde Guerre mondiale l'avaient précipitée, d'autre choix que de continuer ou de recommencer à être présente dans le monde entier, d'autre choix, donc, que d'inclure la Chine dans la sphère de ses soucis et de ses soins les plus attentifs. N'est-ce d'ailleurs pas dès 1964, soit huit ans avant Tokyo, que Paris a reconnu Pékin ? Et durant ces dix années terribles qu'auront été pour la Chine les années 1966-1976, celles de la « Grande Révolution culturelle prolétarienne », du règle de Lin Biao et de la domination de la Bande dite des Quatre, l'intelligentsia japonaise n'a-t-elle pas commis dans sa grande majorité le même péché que l'intelligentsia française en se laissant, comme elle, fasciner par le totalitarisme du Gra d Timonier et des millions de gardes rouges qu'il avait fanatisés, en confondant, comme elle et souvent sous son influence, le « socialisme » caporaliste, rétrograde et « féodal » de l'empereur Mao Zedong avec les commencements d'une régénérescence antibureaucratique du mouvement révolutionnaire mondial ?

Quand ils regardent la Chi e ensemble, Français et Japonais ne la voient pas toujours du même œil, bien entendu. Mais leurs points de vue, le plus souvent, se complètent sans s'exclure. Quand ils regardent la Chine ensemble, Français et Japonais *se mettent à la voir en relief*. Il était, dès lors, naturel que des spécialistes français et japonais des choses de la Chine contemporaine se rencontrent et travaillent de concert pour produire, par exemple, un livre comme celui que voici. Et s'il faut s'étonner, à ce propos, de quelque chose, c'est que cela ne se soit point fait plus tôt.

Nous, Mineo Nakajima et Claude Cadart, il y a des années que nous nous connaissons. Et il y a des an ées que, soit en nous voyant, soit en

nous écrivant, nous échangeons, à titre informel et personnel mais pour notre plus grand avantage réciproque, nos idées sur l'évolution du pays de Mao Zedong et de Deng Xiaoping et de sa politique extérieure.

Il nous restait à faire en sorte qu'ait lieu la rencontre dont est sorti le présent ouvrage, le premier livre sur la Chine de notre temps qui ait jamais été collectivement élaboré par une équipe de recherche franco-japonaise interdisciplinaire, principalement composée de sinologues. Cela n'a pas été sans peine, pour l'unique raison qu'à Paris comme à Tokyo, le secteur des sciences de l'homme et de la société est le secteur parent pauvre de la recherche scientifique. Mais cela a quand même fini par arriver, avec le concours le plus actif et le plus compréhensif du Centre national de la recherche scientifique et de la Japanese Society for Promotion of Science. C'était, bien entendu, une rencontre entre « experts », mais entre « experts » bien décidés à socialiser le produit de leurs recherches et de leurs débats sous forme de textes accessibles au grand public cultivé de la France et du Japon. ■

Mars 1986.

PREMIÈRE PARTIE

UNE CHINE EN PLEINE MÉTAMORPHOSE

leur coopération économique et culturelle avec elle ; *tertio* : qu'ils s'abstiennent de lui fournir trop vite et surtout trop massivement une aide militaire, sous peine de mettre inutilement les Russes dans tous leurs états en même temps que d'inquiéter tous les petits et grands voisins immédiats de la Chine qu'ils ont de longue date pour alliés ou pour amis. ■

MINEO NAKAJIMA

LA RÉCONCILIATION DES DEUX GRANDS DU SOCIALISME

LA montée des tensions étant ce qu'elle a été à l'échelle mondiale depuis la fin des années 70, on peut dire que c'est aux problèmes de l'ère d'une « nouvelle guerre froide » que nous nous trouvons maintenant confrontés. L'état présent des équilibres et des déséquilibres internationaux n'est plus le même qu'à l'époque de Mao Zedong. Celui de l'environnement de l'ensemble de l'Asie de l'Est non plus. Et c'est parallèlement à ces changements externes de première importance, et le plus souvent lié à eux, qu'un changement interne de première importance s'est produit en Chine : celui qu'y représentent les progrès irrésistibles de la démaoïsation.

Démaoïsation de la sphère des relations avec l'extérieur

De la si longue période durant laquelle Mao s'employa à leur faire vivre l'aventure de la « réalisation de l'utopie dans la pauvreté », les masses chinoises ont gardé le souvenir le plus affreux : elles ne voient en elle qu'une époque de ténèbres profondes et de tragédies sans nombre. Ce n'est pas de sitôt qu'elles se laisseront de nouveau rassembler sous les bannières du maoïsme, réabuser par ses slogans. Les dirigeants de Pékin ont compris, maintenant, que, s'ils souhaitaient que le pays continue à les soutenir, il fallait qu'ils en assurent la prospérité, surtout depuis qu'ils l'ont ouvert par toutes sortes de canaux aux influences du monde extérieur. Aussi y a-t-il gros à parier que ceux d'entre eux qu'inspirent les Deng Xiaoping et les Hu Yaobang, c'est-à-dire ceux

qui, tout en demeurant d'excellents bureaucrates intimement convaincus de la nécessité de perpétuer le système de la dictature du Parti, se sont faits les champions les plus énergiques du progrès économique, ne sont pas près de cesser de pouvoir mettre en œuvre les réformes qui ont déjà commencé à transformer la société.

La Chine a toujours de nombreuses difficultés à surmonter, dans tous les domaines. Mais il ne faut pas que nous nous attendions à ce qu'elles la condamnent à connaître à nouveau une longue période de troubles et d'agitation politique. Les tendances pragmatistes auxquelles elle s'abandonne à l'heure actuelle et qui représentent exactement le contraire de ce que souhaitait Mao Zedong ont déjà pris l'allure d'un phénomène de caractère quasi irréversible, en dépit du fait que les hommes qui les incarnent, les Deng Xiaoping et les Hu Yaobang, se heurtent encore à l'intérieur de l'Appareil à une certaine résistance politique et ont donc à se battre, de temps à autre, pour rester en mesure de conserver en mains les rênes du pouvoir.

La question la plus importante, dès lors, n'est plus celle des chances que l'expérience en cours en Chine depuis sept ans a de réussir ou non mais celle des répercussions que ses développements sont susceptibles d'avoir sur les relations que la Chine entretient avec les autres pays, et plus spécialement avec l'Union soviétique.

En même temps, en effet, que l'on s'est progressivement écarté du maoïsme en tant que boussole pour la conduite des affaires intérieures, à Pékin, on s'en est progressivement écarté en tant que boussole pour la définition de la politique extérieure et de la ligne stratégique du pays. Et l'un des résultats qu'a emportés cette nouveauté est que la Chine a pris, il y a peu, l'initiative de se rapprocher de l'Union soviétique. Il est bien fini, le temps où Zhongnanhai invitait le monde entier à s'unir contre l'« hégémonisme » et suivait une ligne stratégique essentiellement fondée sur le principe de l'antisoviétisme tout en basculant chaque mois un peu plus du côté des États-Unis. Le géant de l'Asie, aujourd'hui, entend mettre entre lui et chacune des deux super-puissances une distance à peu près égale.

Tout en assouplissant graduellement leur attitude à l'égard de Moscou, les dirigeants de Pékin ont amélioré leurs relations avec ceux de divers pays socialistes plutôt proches de Moscou : avec ceux d'une Pologne étroitement surveillée par le Kremlin par exemple, ou avec ceux

d'une République populaire de Mongolie réduite depuis des années à l'état de satellite « privilégié » de l'URSS.

Comment le Japon, dès lors, se sentirait-il très à l'aise ? N'avait-il pas fini par accepter, en 1978, de se mettre au diapason de l'anti-« hégémonisme » de la Chine et même, ensuite, de se risquer à former de concert avec la Chine et avec les États-Unis une alliance antisoviétique tripartite de fait ? Le grand changement d'orientation et de ligne stratégique auquel la Chine vient de procéder dans le domaine de ses relations avec l'étranger pose maintenant aux dirigeants de Tokyo un problème délicat, malaisé à résoudre.

Il a été longtemps (et il reste en fait toujours) généralement admis que la Chine et l'URSS ne sauraient se rapprocher l'une de l'autre tant que l'URSS continuerait à déployer le long de ses frontières avec la Chine et sur le territoire de la Mongolie des armées trop nombreuses et trop bien équipées, à occuper l'Afghanistan et à faire le maximum pour que se perpétue la présence vietnamienne au Cambodge. Et il est vrai que la Chine proclame toujours, très bruyamment, que, pour que les relations qu'elle entretient avec l'URSS se normalisent pour de bon, il faut que l'URSS retire ses troupes de Mongolie, évacue l'Afghanistan et arrête de prêter main-forte au Viêt-nam. Mais la vérité, à mon sens, est que ces trois « exigences »-là ne sont plus au centre des préoccupations des dirigeants de Pékin quand ils regardent vers l'URSS, si tant est qu'elles y aient jamais été. Les questions auxquelles elles s'appliquent, toutes les trois, ne concernent pas tant, on le remarquera, le rapport Chine-URSS que le rapport de la Chine et le rapport de l'URSS avec une tierce partie : la Mongolie, l'Afghanistan, le Viêt-nam ou le Cambodge. Elles sont donc loin de revêtir la même gravité que celle qui aura représenté durant près de deux décennies l'élément le plus important du contentieux sino-soviétique : celle des revendications territoriales de Pékin sur de larges étendues de la Sibérie soviétisée et des très importantes rectifications de tracé de frontière qu'elles impliquaient. Eh bien, c'est justement cette question-là que les dirigeants de Pékin ont récemment décidé de cesser de soulever.

Il est remarquable, au demeurant, que la Chine ait gardé le silence ou n'ait émis que des grognements à peine audibles chaque fois que l'URSS a transféré ou annoncé qu'elle allait transférer en Asie telle ou telle quantité de ses fusées SS 20 jusqu'alors réservées à l'Europe, au cours de ces trois dernières années.

On considère aussi, très généralement, que les dirigeants de la Chine sont aujourd'hui si désireux de recevoir des pays de l'Ouest toute l'aide technique et économique faute de laquelle ils ne sauraient réussir à moderniser leur pays qu'ils ne peuvent se réconcilier avec les dirigeants de l'URSS. Mais on oublie, à mon avis, quelque chose d'essentiel, en raisonnant de la sorte. Et ce quelque chose d'essentiel est que l'évolution de la politique extérieure chinoise est beaucoup moins commandée par le jeu de facteurs externes que par celui de facteurs internes au premier rang desquels figurent l'idéologie communiste chinoise, le nationalisme chinois et les valeurs que véhicule une vision traditionnelle chinoise de l'ordre du monde à laquelle nombre de dirigeants sont demeurés fidèles.

Les faits, au reste, parlent d'eux-mêmes. Quand l'un des plus hauts personnages de l'URSS officielle, M. Arkhipov, se rendait à Pékin, à la fin de décembre 1984, la Chine officielle lui réservait le meilleur accueil. Et l'on s'est félicité discrètement mais sans équivoque, dans la capitale du pays de Deng Xiaoping, de ce que ce soit M. Gorbatchev qui ait recueilli la succession de M. Tchernenko, au printemps 1985. Des frictions, certes, se sont de nouveau produites entre la Chine et l'URSS, tout à fait à la fin de 1985. Mais il faut se garder d'en exagérer l'importance. Elles ne sont pas révélatrices de la tendance profonde. Il convient de voir en elles une simple péripétie d'un rapprochement sino-soviétique dont on juge toujours, à Pékin comme à Moscou, les avantages très supérieurs aux inconvénients.

Il n'est plus criminel d'avoir des sympathies pour l'Union soviétique

Les particularités de la composition du monde des décideurs de Pékin à l'époque où l'on s'y détermine à renouer le dialogue avec Moscou rendent bien compte, à leur façon, des raisons pour lesquelles on s'y détermine à le renouer.

Il est tout à fait exact que Deng Xiaoping, de même que Peng Zhen (le numéro un de l'Assemblée nationale populaire) ont l'un comme l'autre figuré au nombre des représentants de la Chine qui s'en sont pris sur le mode le plus virulent au « révisionnisme » soviétique, au début des années 60. Mais il faut bien se rappeler que c'était en adver-

saire idéologique et non pas en adversaire stratégique qu'ils traitaient alors l'URSS. Le point de vue auquel ils se plaçaient était, en d'autres termes, profondément différent de celui auquel Mao Zedong devait ensuite, et très vite, se placer quand il se mit à dénoncer le « social-impérialisme » des « nouveaux tsars » du Kremlin.

Avec le soutien de Deng Xiaoping, d'autres hauts responsables chinois d'orientation favorable ou relativement favorable à l'URSS éliminés par Mao Zedong ont pu effectuer leur retour en scène, depuis le début des années 80, même s'il est vrai que, dans le courant de 1985, et plus spécialement depuis la Conférence nationale extraordinaire du Parti de septembre 1985, plusieurs d'entre eux se sont trouvés atteints par la limite d'âge et ont donc dû prendre leur retraite (mais sans cesser, le plus souvent, de rester influents). Zhang Aiping, par exemple. Ou Guo Feng.

Zhang Aiping, l'homme qui détenait encore le portefeuille de la Défense il y a quelques mois, avait été durant les années 50 l'un des « poulains » du ministre de la Défense d'alors, Peng Dehuai, lequel, comme nul ne l'ignore, jugeait indispensable que la Chine reste solidaire de l'URSS pour toutes sortes de motifs mais notamment pour être en mesure de moderniser son armée. Zhang Aiping avait été, en ces tout premiers temps de la République populaire de Chine, chef d'état-major général adjoint de l'Armée populaire de libération. Après que Peng Dehuai eut été limogé et remplacé par Lin Biao sur l'insistance de Mao Zedong, en 1959, pour la double raison qu'il avait eu l'audace de critiquer sans ménagement la désastreuse expérience du « Grand Bond en avant » de 1958 ordonnée par Mao Zedong et qu'il avait fait tout ce qu'il avait pu pour éviter que la Chine ne se brouille avec l'URSS, Zhang Aiping, bien sûr, avait été « passé à la trappe », lui aussi. Et chacun avait pensé que sa carrière politique était brisée.

Guo Feng avait fait partie de la clique stalino-soviétophile de communistes chinois dont Gao Gang, le « satrape » des trois provinces du Nord-Est, était le chef de file. Et après que Gao Gang eut été, dès le début des années 50, jugé coupable de s'être efforcé, avec l'encouragement inavoué du Kremlin, de constituer le Nord-Est en « royaume indépendant », expulsé du Parti et instamment prié de bien vouloir se suicider dans sa cellule de prison, Guo Feng avait paru assurément « fini ». Mais n'est-ce pas lui qui, aujourd'hui, occupe le poste de pre-

mier secrétaire du Comité du Parti de la plus riche des trois provinces du Nord-Est, celle du Liaoning ?

Il est d'autre part évident que la direction actuelle du PC chinois répugne, depuis quelque temps, à faire publiquement référence à Zhou Enlai, le Premier ministre mort huit mois avant Mao Zedong que la Chine entière a tant pleuré en 1976. Eh bien, j'ai l'impression que l'une des raisons pour lesquelles elle y répugne est que, bien que Zhou Enlai se fût toujours appliqué à éviter que la Chine n'eût à subir l'épreuve d'une grande explication militaire avec l'URSS, il n'avait jamais souhaité qu'elle se réconcilie avec elle, les grandes ruptures de la fin des années 50 et du début des années 60 une fois consommées.

A la fin de 1984, l'URSS était encore loin de s'appliquer, comme elle le fait sur l'insistance de M. Gorbatchev depuis que s'est réuni le XXVII[e] congrès de son Parti communiste, c'est-à-dire depuis le début du printemps 1986, à rendre, à l'aide d'un minimum d'économie de marché, un peu de tonus, de souplesse et d'efficacité à son système planifié hyper-centralisé de production et de distribution de biens et de services. Elle était demeurée rigoureusement fidèle aux principes et aux méthodes « orthodoxes » de la « construction de la base matérielle du socialisme et du communisme ». Et c'est en fait des mêmes principes et des mêmes méthodes que se réclamaient (et se réclament toujours) certains des plus hauts responsables du Parti communiste chinois, des gens comme Chen Yun, quand ils critiquaient (et critiquent toujours) la politique de réformes et d'ouverture outrageusement pragmatiste mise en œuvre par Deng Xiaoping, Hu Yaobang, Zhao Ziyang et leurs compagnons. Il ne saurait être, dès lors, complètement indifférent que les « camarades » que Deng Xiaoping, Hu Yaobang et Zhao Ziyang ont tout spécialement chargés d'accueillir et de traiter au mieux M. Arkhipov durant la semaine entière qu'il est venu passer à Pékin en décembre 1984 aient été justement Chen Yun (l'un des membres du Comité permanent du Bureau politique du Comité central du Parti et le président de la Commission centrale de discipline du Parti), et deux de ses amis politiques, Yao Yilin (le vice-président de la Commission centrale du plan d'État), et Bo Yibo (le vice-président de la Commission centrale des conseillers du Parti). Dans le désir qu'ils avaient d'amadouer le Kremlin, les pragmatistes de Pékin n'hésitaient pas à en faire recevoir l'émissaire par ces adeptes du modèle soviétique de socialisme et de développement qu'étaient demeurés leurs propres opposants.

La Chine a déjà fait le plein de ce qu'elle pouvait attendre de l'Occident et du Japon

Où va la Chine ? Que va-t-il advenir d'elle ? Elle a beau avoir à faire face à de nombreuses difficultés et notamment à celles que lui a léguées un quart de siècle de troubles et d'agitation, elle peut peut-être espérer réussir à mettre sur pied une société marquée au coin d'un socialisme unique en son genre. Mais il apparaît bien qu'il ne lui sera pas facile de réaliser ce dessein, et cela pour beaucoup de raisons.

Réduit à son expression la plus simple, l'objectif du programme des « Quatre Modernisations » est, en fin de compte, de porter le niveau du produit national brut chinois par habitant de 250 à 1 000 dollars US d'ici à l'an 2 000, bref de le multiplier par quatre en l'espace de quinze ans. 250 dollars US de produit national brut par habitant, c'est peu : cela présente le quarantième de ce à quoi l'on est aujourd'hui arrivé au Japon ; cela vous met au cent trentième rang dans le monde... Mais 1 000 dollars US de produit national brut par habitant, c'est également encore extrêmement modeste. Et se donner quinze ans pour les atteindre en partant d'un chiffre-plancher quatre fois inférieur, ce n'est pas exiger de soi d'aller si vite que ça. Pour passer du stade de l'extrême misère dans lequel il se trouvait en 1945 et dans lequel il est demeuré jusqu'au début des années 50 à celui de l'aisance dans laquelle il baigne aujourd'hui, à celui des produits nationaux bruts par habitant de la bande des 10 000 dollars US, le Japon, après tout, n'a eu besoin, lui, que d'un peu plus de trente ans. Or il n'est même pas sûr que d'ici à l'an 2000, la Chine réussisse à atteindre le niveau dérisoire de 1 000 dollars US de produit national brut par habitant.

Admettons, cependant, qu'elle y réussisse. Eh bien, même en ce cas, elle se retrouvera encore plus loin derrière ses voisins qu'elle ne s'y trouve aujourd'hui. Hong Kong, Taïwan, la Corée du Sud et Singapour, pour ne point parler du Japon, ont déjà un produit national brut par habitant de dix à vingt fois supérieur au sien. Et leurs économies tournent si rondement qu'il est très vraisemblable que lorsque la Chine aura fait monter le sien à 1 000 dollars US, le leur sera de vingt à quarante fois plus élevé. C'est dire que, loin de se trouver comblé, l'écart qu'il y a à l'heure actuelle en termes de produit national brut par habitant entre la Chine et eux sera devenu deux fois plus grand. L'inévitable stagnation économique relative de la Chine continuera à poser au genre

humain un problème des plus sérieux, le plus sérieux peut-être de tous ceux que continuera à lui poser la relation entre les pays pauvres du sud de la planète et les pays riches du nord de la planète[1].

Quels choix la Chine peut-elle, dès lors, se déterminer à faire pour tenter de rattraper envers et contre tout l'énorme retard qu'elle a pris ? Elle n'en a plus beaucoup, maintenant qu'il est patent que l'assistance technique, économique et financière que le Japon et l'Occident étaient en mesure de lui fournir a atteint ses limites. Ne citons qu'un exemple à ce propos, mais un exemple des plus parlants : celui des aciéries de Baoshan, près de Shanghai, celui de ces aciéries de conception japonaise dont la construction débuta à la fin de 1978, après la signature d'un très important accord sino-nippon de commerce à long termes, mais donna lieu, ensuite, à toutes sortes de déconvenues d'origine technique et surtout financière puis fut suspendue, abandonnée, redécidée, recommencée et qui ne sont finalement entrées en production qu'au début de l'automne 1985.

De ce que la Chine aspire à ce que l'Occident et le Japon lui fournissent une assistance technique, économique et financière encore plus importante que celle qu'ils lui ont déjà fournie, personne ne doute, bien entendu. Mais il est clair que le Japon, quant à lui, est maintenant hors d'état d'aller plus loin qu'il ne l'a fait dans la voie de ce genre de coopération particulièrement amicale avec la Chine. 15 milliards de dollars US de crédits à long terme d'aide au développement : tel est bien le maximum de ce que le Japon pourra faire pour la Chine dans un avenir prévisible, en incluant, bien sûr, dans ce chiffre-là celui du montant de tous les prêts qu'il lui a déjà consentis. Autant dire qu'elle n'a plus à attendre grand-chose de lui en sus de ce qu'il s'est jusqu'ici engagé à lui accorder.

Les États-Unis semblent à l'heure actuelle s'attacher plus fermement qu'il y a quelques années à intensifier leurs échanges avec la Chine, dans le domaine commercial notamment. Mais il est fort improbable qu'ils soient en mesure d'accorder à cet immense pays structurellement si différent de ce qu'ils sont et en même temps si peu solvable une assistance beaucoup plus importante que celle dont le Japon l'a gratifié.

Il y a, en Occident, un certain nombre de gens qui entretiennent la

1. Voir à ce sujet mes deux études respectivement intitulées « Bunmei no Saichuzo o mizasu Chugoku » (« Politique et civilisation de la ine contempor ne ») Tokyo, Chikuma Shobo, 1984, et « Gendai Chugoku no Seiji to Senryaku » (« Politique et stratégie de la Chine d'aujourd'hui ») Tokyo, Institut PHP, 1984.

conviction que la Chine n'a d'autre choix que de mettre en œuvre une politique de coopération économique prioritaire avec le Japon, les États-Unis et les autres pays de l'Ouest. Mais il est plus vraisemblable qu'elle s'appliquera surtout, désormais, à renforcer dans tous les domaines ses relations avec l'Union soviétique et avec les autres pays socialistes, dont les systèmes socio-politiques et les appareils de production sont de toute évidence mieux accordés aux siens que ne le sont ceux des pays de l'Ouest.

La société, en Chine, a beau être à bien des égards fondamentalement différente de ce qu'elle est en URSS, la réconciliation sino-soviétique est inévitable, à plus ou moins long terme, pour la raison toute simple que la Chine et l'URSS sont toutes deux des pays socialistes. Les dirigeants de Pékin éprouveront demain encore plus qu'aujourd'hui le besoin de s'unir à ceux de Moscou pour pouvoir surmonter ce que l'on appelle à bon droit la « crise du socialisme ». Le fait qu'ils ont non seulement évité de vilipender la Pologne du général Jaruzelski au lendemain du coup de la mi-décembre 1981 mais qu'ils ont encore tenu, depuis, à entretenir avec elle d'aussi bonnes relations que possible est déjà, à cet égard, des plus révélateurs.

Les ambiguïtés des relations sino-américaines

On a écrit toutes sortes de choses extrêmement intéressantes sur le thème de l'évolution favorable des rapports sino-américains, dans les journaux du Japon comme dans ceux des pays de l'Ouest, depuis trois ou quatre ans. Mais on y a le plus souvent oublié d'enregistrer les petits faits pourtant très abondants qui signalent que la réalité n'est pas toujours, en l'occurrence, conforme aux apparences. Et s'il est un exemple qui le montre éloquemment, c'est bien celui de la façon dont la télévision de Pékin et le *Renmin ribao* s'autorisèrent à rendre compte du contenu du discours prononcé à Pékin par le président Ronald Reagan à l'adresse d'un groupe de directeurs d'entreprise et de chercheurs chinois triés sur le volet quand il se rendit en cette ville en visite officielle, à la fin d'avril 1984.

La première partie du discours véhiculait une virulente dénonciation de la conduite de l'Union soviétique dans l'arène internationale. La télévision et la presse à grand tirage chinoises n'en ont pas fait état. Et il

est tout naturel qu'elles n'en aient pas fait état si l'interprétation que j'ai proposée de la réorientation de la politique extérieure chinoise en cours depuis la fin de 1981 est correcte. Mais divers autres passages du discours ont été également censurés par les organes d'information chinois de grande diffusion et notamment celui que voici.

« Nous sommes un peuple qui a toujours été persuadé que ce qui lui vient de son passé est la semence dont sortiront les récoltes de son avenir. Or depuis les origines, nous n'avons jamais cessé de tirer notre puissance de deux forces essentielles : la Foi, la Liberté. L'Amérique a été fondée par des gens que hantait le souci d'adorer Dieu librement et, par là même, de se reposer sur Lui du soin de les guider dans leur vie de tous les jours sur les chemins de la sagesse, de la force, de la bonté et de la compassion. C'est la passion de la Liberté qui nous a conduits jusqu'à la révolution, jusqu'à cette Révolution américaine qui fut le premier grand soulèvement de l'histoire pour le triomphe de la cause des droits de l'homme et de l'indépendance des peuples sur celle de la perpétuation de l'ordre colonial[1]*. »*

Ce passage-là du discours était peut-être celui dont le président Reagan avait le plus à cœur de délivrer le message à Pékin. Mais les mots « Foi », « Liberté » ou « Droits de l'homme » ne sont guère mieux accueillis par les dirigeants chinois d'aujourd'hui qu'ils ne l'étaient par ceux d'hier.

Au cours du séjour officiel que Ronald Reagan fit à Pékin en avril 1984, on procéda à la signature d'un accord sur l'utilisation pacifique de l'énergie atomique destiné à servir de symbole des relations d'amitié que l'Amérique et la Chine sont aujourd'hui censées entretenir l'une avec l'autre. Mais ce ne sera que tout à fait à la fin de 1985 que le Sénat des États-Unis se décidera, de bien mauvaise grâce au demeurant, à ratifier cet accord.

Bien qu'ils aient fort bien reçu John Vassey, le chef de tous les chefs d'état-major des forces armées américaines, en janvier 1985, et qu'ils aient également, depuis, réservé bel accueil à quelques autres responsables de la conduite des affaires militaires des États-Unis, les responsables de la conduite des affaires militaires de la Chine sont restés de marbre

1. Le discours en question a été prononcé le 27 avril 1984. Tel que le texte en avait été préalablement rédigé, il représentait, en anglais, huit pages dactylographiées en double interligne. L'équivalent du tiers de ces huit pages a été expurgé de la traduction en chinois que le *Renmin Ribao* en a publiée dans son numéro du 28 avril 1984.

chaque fois que leurs hôtes d'outre-Pacifique ont essayé de leur « vendre » le projet d'une grande coalition antisoviétique. Pékin est acheteuse, assurément, des techniques « sophistiquées » faute desquelles elle ne saurait moderniser son armée de terre ni se doter d'une armée de l'air et d'une marine de guerre dignes de ce nom et dont personne n'ignore que les États-Unis détiennent les secrets. Mais elle n'est nullement disposée, pour autant, ou en tout cas ne l'est plus, à se lancer dans l'aventure d'une coopération stratégique avec Washington.

Les relations que la Chine entretient avec l'Amérique ont pris, en d'autres termes, depuis quelque temps, un tour très ambigu, cependant que se réchauffaient celles qu'elle entretient avec l'URSS. Et l'on est, certes, en droit de s'interroger sur l'avenir que nous prépare cette double évolution. On peut même se demander, en se laissant un peu aller, si la Chine ne sera point tentée, dans un avenir relativement proche, de faire de nouveau alliance avec l'URSS et l'Europe de l'Est, de façon informelle, bien entendu, et surtout beaucoup plus lâche qu'elle ne l'avait fait de 1949 à 1959, mais tout de même très perceptible. Dans une telle hypothèse, Washington, n'est-ce pas ? n'aurait plus qu'à enregistrer la perte définitive de cette « carte chinoise » qu'elle était parvenue à mettre dans son jeu au début des années 70 et qui lui avait été ensuite si utile, une décennie durant, pour accroître sa capacité de marchandage chaque fois qu'elle avait à traiter avec Moscou.

Il faut que le Japon tienne la balance égale entre Pékin et Moscou

Le moins que l'on puisse dire est que les sentiments que les Soviétiques inspirent aux Japonais ne sont pas très favorables. J'ai beau fouiller dans ma mémoire, je n'y trouve pas la trace du plus petit commencement de sympathie pour l'URSS manifesté par mes compatriotes en quelque circonstance que ce soit.

Et pourtant, quand on s'efforce de raison garder, on est bien obligé de se demander si l'antisoviétisme des plus virulents qui triomphe à l'heure actuelle dans l'archipel nippon a bien pour unique source les actes détestables du genre « invasion de l'Afghanistan », « construction de nouvelles bases militaires dans ces îles bien japonaises que sont les Kouriles du Sud », « destruction en plein vol d'un Boeing 747 des

Korean Airlines égaré au-dessus de l'île de Sakhaline », etc., dont l'URSS s'est récemment rendue coupable, ou s'il n'est pas plus juste de voir avant tout en lui l'aboutissement inéluctable d'un choix très précis de politique extérieure fait par la seule Tokyo, c'est-à-dire du choix qu'elle fit quand elle décida de s'engager dans la voie du développement de rèlations d'amitié privilégiée avec la Chine populaire. Que cette dernière interprétation-là soit celle que, tout bien pesé, il convienne d'adopter, et l'on en viendra à penser ce que voici : la soviétophobie très fermement articulée qui balaie le Japon depuis quelques années n'est finalement rien d'autre que l'une des retombées de caractère « stratégique » des mutations en cours de l'environnement international de l'Asie orientale et doit, comme telle, être distinguée de la soviétophobie instinctive traditionnelle tapie depuis toujours dans la conscience des Nippons.

Certains des hommes qui forgent l'opinion publique au Japon ou qui y participent à l'élaboration de la décision politique ont bien vu tout cela et se préoccupent de ce que la marge de manœuvre diplomatique du pays ne s'en trouve pas trop restreinte. Ils ont, à leur façon, tiré leçon des pièges dans lesquels Tokyo s'est pendant tant d'années laissée enfermer par les mirages des arabesques de l'évolution intérieure de la Chine et de celle de ses relations avec l'étranger.

Je suis pour ma part convaincu que le Japon se doit d'adopter de toute urgence une nouvelle ligne de politique extérieure, fondée sur le principe de ce que l'on pourrait appeler un « équilibre dynamique » entre Pékin et Moscou, bien que je sache très bien que cette option-là, toute populaire qu'elle soit, est encore loin d'être partout bien reçue à Tokyo. Je suis convaincu que, parce que le Japon a jusqu'ici laissé le pendule de sa politique extérieure s'envoler beaucoup trop loin en direction de Pékin, il faut qu'il se dépêche de le faire repartir en direction de Moscou. Et je suis convaincu qu'il convient que, ce faisant, il tienne compte, avant toute chose, de l'état d'incertitude et même d'anxiété dans lequel se trouvent les Soviétiques quant au présent de leur société et quant à l'avenir de leur économie, qu'il s'attache au premier chef à faire en sorte que, dans le domaine de la lutte contre la rareté, ses efforts et ceux de l'URSS se trouvent un peu mieux combinés les uns aux autres, voire intégrés les uns aux autres, qu'ils ne l'ont été jusqu'ici.

De toute façon, je le répète, c'est dans les plus brefs délais que le Japon a à tenir la balance égale entre Pékin et Moscou, cette exigence constituant la condition *sine qua non* de l'efficacité de sa contribution aux progrès de la coopération économique et culturelle et de toute façon non militaire entre toutes les nations riveraines du Pacifique comme entre toutes les nations de l'ensemble de la planète. ■

STRATEGIE CHINOIS
OU LA MUE DU DRAGO

UN REGARD FRANCO-JAPONAIS SUR LES MUTATIONS EN C

CLAUDE CADART
MINEO NAKAJIMA